

Luxembourg, le 16 avril 2020

Communiqué conjoint APESS, FÉDUSE/ Enseignement-CGFP, SEW/OGBL et SNE/CGFP.

« Retour à l'école, à condition que la santé de tous, des élèves autant que des enseignants, soit garantie! »

Depuis le 16 mars, les écoles et lycées ont été fermés et les élèves ont été encadrés par leurs enseignant(e)s au moyen de l'enseignement à distance. Les institutions scolaires fermées, et donc l'absence de rassemblements quotidiens de personnes, sont censées contribuer, à côté de toutes les autres mesures prises contre la pandémie, à freiner la propagation du coronavirus.

Lors d'une conférence vidéo avec les représentants syndicaux de l'APESS, de la FÉDUSE/Enseignement-CGFP, du SEW/OGBL et du SNE/CGFP, le ministre de l'Education nationale, Claude Meisch, a annoncé hier, 15 avril, comment la réouverture progressive des écoles et lycées se déroulera dans les semaines à venir. Le développement futur de la pandémie nous montrera, si ce plan de réouverture pourra être mis en œuvre comme le prévoient aujourd'hui les responsables politiques.

Les syndicats sont bien conscients que le gouvernement, ensemble avec leurs conseillers, a dû faire passer en revue de multiples scénarios possibles. Il fallait définir un plan pour une stratégie de sortie, combinée à un assouplissement des restrictions.

Nous osons espérer que le gouvernement s'est basé, dans son appréciation, sur l'avis des experts et qu'il prend par conséquent les bonnes décisions, en connaissance de cause et en tenant compte de tous les aspects sanitaires.

Nous tenons à souligner que la santé de la population doit, dans le contexte du déconfinement progressif proposé aujourd'hui, primer sur toute considération économique. Seul ce qui est considéré comme raisonnable par les experts de la santé doit être réalisé.

Les jeunes, bien que population à moindre risque, ne sont pas immunisés contre ce virus et restent des vecteurs potentiels de transmission. Il y a également des élèves appartenant aux groupes à risque, respectivement qui sont en contact avec de telles personnes dans leur famille ou leur environnement proche. Ces élèves ne doivent en aucun cas être exposés à un quelconque

risque d'infection. Tous les groupes d'âge sont représentés dans le personnel enseignant et parmi celui-ci, il y en a aussi qui ont la santé fragile ou qui appartiennent au groupe des personnes vulnérables. Les syndicats se félicitent de la décision selon laquelle ces personnes n'ont pas à travailler en contact direct avec les étudiants.

Cependant, de nombreuses questions demeurent quant à la manière dont la stratégie de déconfinement doit être mise en œuvre dans la pratique.

Comment pouvons-nous garantir que tous les élèves et tous les enseignants sont correctement protégés? Pouvons-nous garantir que le « social distancing », de même que les mesures d'hygiène, soient garantis partout et tout le temps, aussi bien à l'école que dans les transports scolaires ?

Mettre tout cela en œuvre nous semble particulièrement difficile au niveau des jeunes enfants du cycle 1 de l'école fondamentale. Pour des raisons sanitaires, ces enfants ne devraient pas, selon nous, retourner à l'école et par conséquent, les conditions permettant aux parents de s'occuper de leurs enfants à la maison, devraient être prolongées.

De nombreuses questions se posent également sur la manière de mettre en œuvre la scolarisation en alternance. Étant donné que l'enseignement secondaire redémarre avant l'enseignement fondamental, de nombreux enseignants du secondaire, qui ont eux-mêmes des enfants en bas âge, devront demander un congé pour raisons familiales et manqueront donc au lycée. Se pose alors la question de savoir comment gérer ces absences et garantir la bonne marche des services scolaires.

De même sera-t-il nécessaire de veiller au remplacement des enseignants eux-mêmes vulnérables. Quant à l'enseignement fondamental, il reste un grand nombre de détails à régler, telles les grilles d'horaires modifiées ou encore l'interaction future entre école et maison-relais.

Par ailleurs, dans les mois qui vont suivre, un suivi psychologique doit être assuré pour toutes les personnes à besoins.

Nous espérons que le ministre, comme il l'a fait jusqu'à présent, continuera le dialogue constant avec les syndicats sur la mise en œuvre des différentes mesures lors de cette phase de déconfinement progressif. Cette culture du dialogue sera au bénéfice de l'ensemble de la communauté scolaire.

En conclusion, pour les syndicats, il reste primordial que la santé de l'ensemble de la population, y compris les élèves et les enseignants, doit être la première des priorités du gouvernement. A ce sujet, aucun compromis ne sera accepté !

